



La Commune



Votons Laguiller !

Éditorial

Sarkozy est le candidat naturel du MEDEF et des patrons en général, et il ne s'en cache pas.

Il a le mérite de la clarté : son programme est une déclaration de guerre contre tous les salariés et leurs familles. Il veut aggraver la privatisation, démanteler encore le service public en réduisant le nombre de fonctionnaires, nous obliger à travailler encore plus longtemps (jusqu'à 65 ans), réformer de fond en comble la sécurité sociale, rendre les universités encore plus autonomes (traduisez : privatisées à l'anglo-saxonne) et, pour couronner le tout, a la ferme intention de restreindre le droit de grève pour étouffer toute résistance.

Et que dire du sort qu'il réserve aux travailleurs immigrés, et aux jeunes des banlieues, à qui il ne pardonne pas la révolte de 2005.

Face à ce programme anti-ouvrier, anti-jeunes, Ségolène Royal lève-t-elle l'étendard de la lutte ? Seule l'épaisseur d'une feuille de cigarette sépare les deux programmes ...

Pour faire face au chômage, Ségolène Royal déclare-t-elle vouloir lutter contre les licenciements ? Non.

Elle souhaite enrevanche (proposition n° 21) : "*Mettre en place une sécurité sociale professionnelle garantie par l'État et permettre à chaque personne privée d'emploi de se voir proposer [...] un contrat de droits et devoirs comportant une rémunération, pendant un an, égale à 90 % du dernier salaire net perçu, une fonction qualifiante, une aide personnalisée à la recherche d'emploi [...]*" En clair, un " plan social " d'accompagnement des licenciements, un de plus.

Que fera le salarié au bout d'un an ? Madame Royal ne le dit pas.

Sur la Sécurité Sociale : propose-t-elle de combler le trou en récupérant les 65 milliards d'aides que l'État a précisément donnés aux entreprises et qui, le rappelle A. Laguiller, équivalent à plus de 6 fois le " trou de la Sécu " ? Non. Pas plus que de faire rembourser à la Sécurité sociale les 6,2 milliards que l'État doit lui-même au titre des exonérations de charges patronales.

Sur la santé : on cherchera vainement dans les 100 propositions le rétablissement des 100 000 lits d'hôpitaux supprimés ces douze dernières années par la gauche plurielle et la droite confondues. Ou la volonté d'en finir avec le forfait hospitalier et de rétablir le remboursement de centaines de médicaments.

Sur l'Éducation : elle n'a jamais démenti son intention d'obliger les enseignants à " faire 35 heures au collège ". Pire : comme Sarkozy, elle prône la révision de la carte scolaire, sous le fallacieux prétexte de lutte contre le ghetto scolaire. Mais elle ne propose pas le rétablissement des milliers d'heures et de postes supprimés.

Elle propose le SMIC à 1 500 € ... brut, dans cinq ans. C'est, le SMIC étant à l'heure actuelle de 1254,28 € brut, une augmentation de 245,72 € (brut) soit 49,14 € (brut) par an. Quelle générosité ! Les 4 millions de smicards apprécieront un tel cynisme.

Pour les autres, qui ont perdu près de 20 % du pouvoir d'achat en 15 ans, pas un mot sur la vitale augmentation des salaires que nous chiffrons, comme Arlette Laguiller, à 300 € net pour tous, immédiatement.

Il y a plus de trente ans, l'État imposait les bénéfices des grandes entreprises à hauteur de 50 %. Aujourd'hui, comme le rappelle Arlette Laguiller, elles ne sont plus taxées qu'à hauteur de 33 %.

Revenir à 50 %, soit 17 % de plus qu'en 2006, permettrait largement d'améliorer le budget de l'État, donc les services publics : l'Éducation, le courrier, les hôpitaux, le logement, etc.

S'en prendre au patronat n'est donc pas au programme de Madame Royal.

Que peuvent attendre les salariés de ceux qui n'osent pas toucher à la grande propriété privée ? Rien.

Pour notre part, au vu des déclarations d'Arlette Laguiller et parce qu'elle est la seule des candidats à ne pas avoir honteusement appelé à voter Chirac en 2002, légitimant ainsi celui-ci et son gouvernement, dont Sarkozy, nous voterons et appelons à voter Arlette Laguiller.

Modifié le jeudi 22 février 2007

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
